

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>19.04.2024</b>
Thema	<b>Soziale Gruppen</b>
Schlagworte	<b>Alterspolitik</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Anderes</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2022</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Benteli, Marianne  
Guignard, Sophie  
Pasquier, Emilia

## Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Guignard, Sophie; Pasquier, Emilia 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Soziale Gruppen, Alterspolitik, Anderes, 1999 - 2014*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 19.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Sozialpolitik</b>	1
Soziale Gruppen	1
Alterspolitik	1

# Abkürzungsverzeichnis

---

# Allgemeine Chronik

## Sozialpolitik

### Soziale Gruppen

#### Alterspolitik

**ANDERES**  
DATUM: 18.09.1999  
MARIANNE BENTELI

Rund 50 Mitglieder des National- und Ständerates, die sich über alle Parteigrenzen hinweg in alterspolitischen Fragen engagieren, schlossen sich zu einer **Parlamentariergruppe Altersfragen** zusammen. Diese wird von Nationalrat Widmer (sp, LU) präsidiert.<sup>1</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 19.06.2012  
EMILIA PASQUIER

En mars de l'année sous revue, le Conseil national s'est prononcé sur une initiative parlementaire Meier-Schatz (pdc, SG) qui demande de créer une **allocation d'assistance** pour les personnes qui prennent soin d'un proche. L'initiative argumente notamment que ce type de prise en charge est plus économique pour l'Etat, un argument renforcé par le vieillissement de la population. De plus, ces prises en charge ne sont pas sans conséquence pour les proches qui doivent souvent faire des sacrifices pour endosser ce rôle. Selon l'initiatrice, l'Etat se doit ainsi d'effectuer un signe de reconnaissance envers ces personnes. Contrairement à sa commission, le Conseil national a accepté l'initiative par 90 voix contre 77 et 5 abstentions. L'UDC, le PLR et les Vert'libéraux se sont principalement opposés au projet. Le Conseil des Etats devra encore se prononcer; sa commission s'est déjà exprimée en faveur de l'initiative.<sup>2</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 12.12.2012  
EMILIA PASQUIER

Le vieillissement de la population préoccupe les politiques et les associations. En décembre 2012, Caritas a annoncé recruter des **aides de ménages originaires de Roumanie**. Ces dernières pourraient ainsi répondre à la demande des seniors qui souhaitent une assistance quotidienne. Caritas a annoncé que ces auxiliaires seront engagées pour une durée de trois mois et payées 2 700 francs par mois. Selon Caritas, cette mesure vise à réduire le travail au noir.<sup>3</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 02.04.2014  
SOPHIE GUIGNARD

Au mois d'avril, Pro Senectute, Justice & Paix et les églises réformées de Suisse ont lancé une campagne commune, « **Le grand âge. Un temps pour tout** » afin d'attirer l'attention de la population sur les plus âgés, pour que ceux-ci soient perçus comme des membres à part entière de la société. La campagne se décline sous la forme d'un site internet, de tables rondes et de conférences diverses<sup>4</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 17.04.2014  
SOPHIE GUIGNARD

Le Contrôle fédéral des finances a publié un rapport sur les **prestations de Pro Senectute**. Même si le rapport est positif dans l'ensemble, il a relevé que l'association devrait plus cibler les personnes âgées vulnérables.<sup>5</sup>

---

1) CHSS, 1999, S. 119.

2) BO CN, 2012, p. 330ss.

3) LT, 22.12.12.

4) NZZ, 17.5.14

5) NZZ, 17.4.13.